
Table des matières

TABLE DES MATIÈRES.....	1
RADIO-CANADA – NOUVELLES : GRÈVE AU CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL - 21 FÉVRIER	2
LA TRIBUNE : SOUS-FINANCEMENT EN ÉDUCATION - PROFS ET ÉTUDIANTS VONT MANIFESTER - LE LUNDI 11 FÉVRIER 2002.....	2
LE SOLEIL : UNE MANIFESTATION RALLIE 2000 CÉGÉPIENS DU QUÉBEC« SACCAGE DU SYSTÈME D'ÉDUCATION » - LE VENDREDI 22 FÉVRIER 2002.....	3
GAZETTE, STUDENTS PROTEST - FÉVRIER 2002.....	5
MÉTRO, MANIFESTATION DANS LA VIEILLE CAPITALE - 22 FÉVRIER 2002.....	5
LE DEVOIR : OPINION : L'ÉDUCATION PUBLIQUE, C'ETS UNE QUESTION DE JUSTICE – 22 FÉVRIER 2002.....	6
CNW : 13 MARS ASSOCIATION GÉNÉRALE ETUDIANTE DU CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL - JOURNÉE NATIONALE D'OCCUPATION CONTRE LA PRIVATISATION !!!.....	7
MÉTRO, MERCREDI 13 MARS 2002 : LES ÉTUDIANTS CONTRE LA PRIVATISATION.....	7
MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN, MERCREDI 13 MARS 2002 : OCCUPATION AU CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL..	7
RADIO-CANADA- PRIVATISATION DE L'ÉDUCATION, DES ÉTUDIANTS SE MOBILISENT - MISE À JOUR LE MERCREDI 13 MARS 2002, 15 H 03	8
CNW : 14 MARS, 09 H 58 - ASSOCIATION GÉNÉRALE ÉTUDIANTE DU CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL - JOURNÉE NATIONALE D'OCCUPATION CONTRE LA PRIVATISATION !!! - VIEUX MONTRÉAL EN OCCUPATION -.....	8
COURRIEL AGE CVM, 14 MARS, 12H26	9
COURRIEL, AGE CVM 08H26	9
MÉTRO, 15 MARS : UNE JOURNÉE NATIONALE D'OCCUPATION.....	9
CNW : 15 MARS, 11 H 51 - ASSOCIATION GÉNÉRALE ETUDIANTE DU CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL - OCCUPATION AU CEGEP DU VIEUX MONTREAL : ELLE SE POURSUIT !!! - LA DIRECTION NE VEUT RIEN ENTENDRE	10
GAZETTE, 17 MARS - COPS END STUDENTS' SIT-IN - COKE ADS TARGETED AS 15 TAKE OVER OFFICES AT CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL	10
COURRIEL, 17 MARS, 21H27.....	11
MÉTRO, 18 MARS : FIN DU SIT-IN AU CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL	11
MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN, 18 MARS : FIN DE L'OCCUPATION AU CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL.....	12
GAZETTE, 18 MARS - POLICE BRING SUDDEN END TO CEGEP OCCUPATION.....	12
LE SOLEIL, 18 MARS – DES MANIFESTANTS ÉVINCÉS DU CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL	12
CMAQ : UNE OCCUPATION AU NIVEAU LOCAL ? - SOUMIS PAR ALVARO , DIMANCHE 24 MARS 2002 - 14:40	13
JOURNAL DE MONTRÉAL – 04 AVRIL 2002 : DES DISSIDENTS DÉNONCENT LA MARCHANDISATION DE L'ÉDUCATION.....	13
MÉTRO, 22 MARS 2002 : LA PLUS IMPORTANTE RAFLE DEPUIS 1970.....	14
LE DEVOIR, 22 MARS 2002 : DÉNONCER LA BRUTALITÉ POLICIÈRE	14
RAPPEL : LA PRESSE, 07 JANVIER 2002 : TROP DE POUVOIRS POUR LA POLICE, JUGENT LES QUÉBÉCOIS	15
LA PRESSE, 16 MARS 2002 : UNE MANIFESTATION CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE... VIRE AU SACCAGE.....	16
LA PRESSE, 22 MARS 2002 : LA POLICE ACCUSÉE D'AVOIR VOULU ENRICHIR SES FICHIERS DE 371 NOMS	16
THE GAZETTE, MARCH 16, 2002: MONTREAL POLICE MADE 371 ARRESTS AT POLICE BRUTALITY DEMONSTRATION.....	17
THE OTTAWA CITIZEN, MARCH 17, 2002 - POLICE MAKE 371 ARRESTS DURING ANTI-BRUTALITY PROTEST	17

CMAQ- LA MANIFESTATION QUI PROUVE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE, LUNDI 12 MARS	18
THE GAZETTE, MARCH 18, 2002 - ANTI-POLICE BRUTALITY PROTESTERS STILL IN COURT	19
THE GAZETTE, MARCH 19, 2002 - A SAD DAY FOR DEMOCRACY: MASS ARRESTS OF DEMONSTRATORS FRIDAY SHOW NEED FOR VIGILANCE ON RIGHTS	19
THE GAZETTE, MARCH 20, 2002: POLICE IGNORE BRUTALITY CONCERNS	20
CMAQ : COMPTE RENDU DE LA MANIFESTATION À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE ORGANISÉE PAR CITOYENS ET CITOYENNES OPPOSÉS À LA BRUTALITÉ POLICIÈRE., 20 MARS 2002	20
CMAQ : LES POLICIERS SONT LES VÉRITABLES CASSEURS: PLUS DE 1360 ARRESTATIONS À CARACTÈRE POLITIQUE DEPUIS 1999 AU QUÉBEC, 20 MARS 2002	21
THE GAZETTE, MARCH 22, 2002- 371 ARRESTS EXCESSIVE, PROTESTERS COMPLAIN	22
GLOBAL QUEBEC STORY: ANTI-POLICE BRUTALITY PROTESTERS STILL IN COURT, MARCH, 26, 2002	23

Radio-Canada – Nouvelles : Grève au cégep du Vieux-Montréal - 21 février

Mise à jour le jeudi 21 février 2002, 13 h 05 .

.L'Association générale des étudiants du cégep du Vieux-Montréal a décrété une grève jeudi pour permettre aux étudiants d'aller manifester à Québec.

La manifestation, organisée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante et la section québécoise de la Fédération canadienne des étudiants, vise à commémorer la date de la tenue du Sommet du Québec et de la Jeunesse, il y a deux ans.

Les jeunes vont dénoncer l'assujettissement de l'éducation aux

besoins du marché en main-d'oeuvre, et réclamer la gratuité scolaire, jusqu'à l'université.

La Tribune, David Bombardier

Le président du Syndicat du personnel enseignant du Collège de Sherbrooke (CSN), Ivan L. Simoneau (à l'arrière), appuie les membres de l'Association étudiante du Collège de Sherbrooke (AECS) dans leurs revendications contre "l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché". Le responsable à l'information de l'AECS, Jean-François Darveau, et la responsable des affaires externes de l'AECS, Véronique Martineau, manifesteront leur désaccord à Québec le 21 février prochain.

La Tribune : Sous-financement en éducation - Profs et étudiants vont manifester - Le lundi 11 février 2002

David Bombardier



Les membres de l'Association étudiante du Collège de Sherbrooke (AECS) manifesteront contre "l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché" et pour un réinvestissement massif en éducation, le 21 février à Québec.

La manifestation organisée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, dont fait partie l'AECS depuis quelques mois, surviendra deux ans après le Sommet du Québec et de la jeunesse, où plusieurs réformes décriées par certains élèves ont été entérinées par le gouvernement du Québec.

Quelque 180 élèves et une dizaine d'enseignants du Collège de Sherbrooke ont assisté jeudi dernier à une assemblée spéciale visant à échanger sur les réformes scolaires. Un plan de mobilisation comprenant des pétitions, des lettres ouvertes et des démarches auprès du ministre de l'Éducation a été adopté.

Tant les élèves que leurs enseignants dénoncent entre autres les plans de réussite imposés par le ministère de l'Éducation aux établissements collégiaux. Pour être financés, les collèges doivent maintenant élaborer

un plan avec des objectifs et des moyens concrets pour augmenter leur taux de diplômés.

"On demande aux collèges d'augmenter leur taux de diplômés, et non leur nombre, ce qui implique que les collèges peuvent prendre tous les moyens nécessaires pour y arriver. On favorise l'élite au détriment des autres classes", déplore le responsable à l'information de l'AECS, Jean-François Darveau.

Selon cette association, les collèges pourraient par exemple continger leurs programmes au détriment des élèves ayant de moins bons résultats scolaires. Ces élèves devraient alors se rabattre sur les collèges privés pour avoir accès à un enseignement supérieur, ce qui pénaliserait du même coup les moins nantis.

"Les profs sont aussi forcés de réduire leurs exigences, ce qui atteint la qualité de l'enseignement", dénonce pour sa part la responsable des affaires externes de l'AECS, Véronique Martineau.

Vers un "démantèlement du réseau"

Selon le président du Syndicat du personnel enseignant du Collège de Sherbrooke (CSN), Ivan L. Simoneau, le gouvernement du Québec est en train de procéder au "démantèlement du réseau" de l'éducation.

À l'instar de l'AECS, M. Simoneau dénonce "l'habilitation" des collèges. Les plans de réussite laisseraient présager cette nouvelle

mesure qui permettra aux établissements d'émettre directement leurs diplômes plutôt que de seulement recommander leur émission au ministère de l'Éducation.

"Les programmes seront élaborés localement, donc on ne retrouvera pas les mêmes programmes partout, estime le délégué syndical. La qualité de la formation variera d'un collège à l'autre et il n'y aura plus d'homogénéité." Cette "habilitation" créerait, craint-on, une compétition entre les établissements qui tenteraient d'approcher les meilleurs élèves afin de conserver leur réputation.

Enfin, l'AECS déplore la déréglementation complète des attestations d'études collégiales. L'inscription à ces AEC, dépourvues des cours de formation générale (français, philosophie, anglais et éducation physique), nécessitait initialement un diplôme d'études collégiales (DEC) comprenant les cours de formation générale. Le DEC n'est plus un préalable à l'AEC depuis 1996, ce qui fait dire à l'Association étudiante que les collèges risquent de diriger de plus en plus d'élèves vers les AEC afin d'augmenter leur taux de réussite. Les élèves craignent aussi un envahissement du privé, souvent lié aux AEC par des subventions.

dbombard@latribune.qc.ca

Le Soleil : Une manifestation rallie 2000 cégépiens du Québec« Saccage du système d'éducation » - Le vendredi 22 février 2002

Michèle LaFerrière



LE SOLEIL, Jean-Marie Villeneuve
Les manifestants, surtout des cégépiens, venaient d'un peu partout au Québec.

Malgré une pluie battante, près de 2000 étudiants des quatre coins du Québec, des cégepiens surtout, ont participé à une manifestation, hier, pour dénoncer le « saccage du système d'éducation » et la mondialisation. Chemin faisant, ils ont eux-mêmes saccagé la vitrine d'un McDonald's et un car de télévision.

Le point de ralliement avait été fixé au cégep Garneau, boulevard de l'Entente, à Québec. « Parce que c'est le collège le plus près du parlement », a ironisé un professeur de philosophie.

À partir de 14 h, des jeunes de Sherbrooke, de Montréal, de Trois-Rivières, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de Lévis se sont rués à l'extérieur d'une douzaine d'autobus, nolisés pour ce happening contre « l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché ». Marchant au son de chants révolutionnaires, 200 étudiants du cégep de Sainte-Foy ont ensuite gonflé les rangs des manifestants, dont les pancartes se désintégraient sous cette flotte de février.

Dans l'agitation, Mélissa Hamel s'est fait heurter par une auto, sous les yeux du SOLEIL. Sur le coup, elle a continué à marcher, en colère, mais sans broncher. Mais dans le local de l'association étudiante du cégep, elle cachait mal sa douleur à une main. Pas question d'aller à l'hôpital, puisqu'elle était coordonnatrice de la manifestation, pour le compte de l'ASSÉ (Association pour une solidarité syndicale étudiante). Les larmes aux yeux, elle a fait son travail de porte-parole, en expliquant que les étudiants voulaient faire entendre leurs revendications au gouvernement, contre un système d'éducation qui répond maintenant aux impératifs des patrons.

Pendant que les manifestants attendaient le signal de départ, au sec à l'intérieur du cégep, des curieux avaient pris place sur la passerelle vitrée surplombant le point de ralliement. Un professeur d'histoire discutait avec Dominique Amyot, un membre de l'association étudiante du cégep Garneau. « J'espère que t'as pas des Nike », a lancé le prof au cégepien. « Je les use avant de m'en acheter une autre paire », a répliqué le jeune homme, pris en flagrant délit de contradiction idéologique.

« Y a-t-il eu des coupures ? » a poursuivi le professeur, qui a refusé de s'identifier. « C'est quoi le point de départ de votre manif ? Qu'est-ce que vous voulez mettre à la place du capitalisme ? » Dominique Amyot a donné comme exemple des revendications étudiantes, l'habilitation des cégeps. Selon cette formule, d'ici quelques années, les cégeps décerneront leur propre diplôme. Ce ne sera donc plus la responsabilité du ministère de l'Éducation. Amyot voit poindre la compétition entre les cégeps, qui pourraient ainsi être tentés de refuser des étudiants moins performants pour se donner de meilleurs plans de réussite.

Les manifestants ont convergé vers le parlement, où les attendaient des policiers de l'escouade antiémeute de la Sûreté du Québec. Des clôtures ont été renversées, une vitrine du McDonald's de la Grande Allée a été cassée, mais aucune arrestation n'a eu lieu. Les manifestants ont quitté le centre-ville vers 17 h 30.

Gazette, Students protest - février 2002

Students protest

Rush-hour traffic in Quebec City ground to a halt yesterday afternoon as about 400 students from 30 CÉGEPs swooped down to protest against the government's performance contracts they say will impose the "law of the market" on Quebec's college system.

"The government has put all the CÉGEPs in competition," said Joël Morissette, a student at CÉGEP Chicoutimi. Performance contracts tie a school's funding to the success rate of its students. The protest ended peacefully.

GAZETTE, PRESSE CANADIENNE

Métro, manifestation dans la vieille capitale - 22 février 2002

photo Éducation Un bed-in s'est tenu mercredi et jeudi



MANIFESTATION DANS LA VIEILLE CAPITALE

L'Association générale étudiante du Cégep du Vieux Montréal (AGECVM) a déclenché la grève pour permettre à tous d'aller manifester aujourd'hui à Québec contre l'assujettissement de l'Éducation aux lois du marché. Les étudiants, qui ont participé à un bed-in cette semaine, disent en avoir ras-le-bol des mesures néolibérales qui détruisent le système d'éducation et de l'entreprise privée qui pénètre dans les cégeps et les universités. JPA

L'éducation publique, c'est une question de justice

Montique Richard

Présidente de la Centrale des syndicats du Québec

L'école secondaire privée aurait le vent dans les voiles, nous dit-on. Le palmarès contestable, et d'ailleurs contesté, du très conservateur Institut économique de Montréal, portrait tout craché de l'Institut Fraser, son homologue canadien, aurait contribué à ce regain de popularité. Certaines personnes s'en réjouissent, je suis de celles qui s'en désolent.

Les discussions à propos de la valeur respectivement de l'école publique et de l'école privée ne sont pas nouvelles. Elles traversent la société québécoise depuis la Révolution tranquille. Si on ne peut manquer de s'attarder à certaines données, le véritable débat est d'une toute autre nature et d'une bien plus grande portée. Il s'agit en fait d'une question de justice fondamentale qui concerne l'ensemble de notre société : acceptons-nous l'école duale, l'éducation à deux vitesses qui met en péril nos idéaux démocratiques ?

Malgré la volonté affirmée dans le rapport de la Commission des États généraux sur l'éducation de remettre sur l'éducation de remettre l'école sur ses rails en matière de chances, c'est malheureusement le contraire auquel on assiste. En effet, les pratiques sélectives fleurissent désormais dans les deux réseaux et ce sont les plus démunis qui en font largement les frais.

UNE ÉCOLE À DEUX VITESSES

En santé, la société québécoise s'inquiète, avec justesse, d'une certaine privatisation qui pourrait conduire à un système à deux vitesses. Or, c'est, hélas ! déjà le cas en éducation. C'est pour faire face à la concurrence prônée par les institutions privées et leurs défenseurs que maintes commissions scolaires ont décidé d'opter pour des pratiques similaires. L'école secondaire privée sélectionnant ses élèves à l'entrée, certaines écoles publiques ont choisi de faire de même.

En 2000-2001, dans les grandes régions urbaines, plus d'un élève sur cinq fréquentait des écoles secondaires privées généralement sélectives. Cette proportion dépassait 30 % dans la grande région de Montréal. Dans certains quartiers, c'est le cas d'une majorité d'élèves. On ne dispo-

se pas de données précises concernant le nombre d'élèves fréquentant des projets sélectifs dans les écoles publiques, mais il suffit de lire les journaux pour constater que de tels projets se multiplient.

Les obligations découlant des choix sociaux en matière d'éducation sont ainsi très inégalement réparties. On fait reposer sur le dos d'une école ordinaire, écartée d'une proportion importante d'élèves bien adaptés à l'école, l'ensemble du fardeau découlant de la volonté largement partagée de procéder à l'intégration des élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage ainsi qu'à la francisation et à l'accueil des élèves immigrants. En même temps, on demande à l'école ordinaire de faire plus et mieux. Dans un tel contexte, il s'agit carrément d'une mission impossible.

Pour citer le rapport de la Commission des États généraux sur l'éducation, « on ne peut, d'une part, affirmer que l'on veut la réussite du plus grand nombre et, d'autre part, placer les élèves les moins privilégiés dans les conditions les plus désavantageuses ».

UNE SITUATION INOUIÉTANTE

Depuis le début des années 90, la société québécoise a largement pris conscience que l'obtention d'un diplôme du secondaire représentait désormais un minimum, tant du point de vue de l'émancipation des personnes que du développement social et économique. Cela a conduit le gouvernement, dans le suivi des États généraux, à fixer, d'ici 2010, un objectif de diplomation de 85 % d'un groupe d'âge avant l'âge de 20 ans.

Or, au tiers du parcours, il faut constater que la diplomation n'a guère progressé. Alors que 73,5 % des élèves de moins de 20 ans obtenaient un diplôme du secondaire en 1995-1996, cette proportion n'était plus que de 71,3 % en 1999-2000. Par ailleurs, tout indique que les inégalités sociales face à l'éducation demeurent scandaleuses. À moins d'un changement de cap majeur, l'optimisme n'est pas de mise.

On constate également que le fardeau des classes ordinaires s'accroît, conséquence de situations sociales de plus en plus complexes et difficiles. Or, ce sont principalement les services offerts aux élèves en difficulté qui ont souffert des coupes budgétaires des dernières années. Malgré les efforts récents à ce chapitre, les écoles publiques sont loin de disposer des ressources nécessaires pour répondre aux besoins, notamment en matière de services professionnels.



Malgré la volonté exprimée par le gouvernement lors des États généraux sur l'éducation, le taux de diplomation des élèves du secondaire a régressé au cours des quatre dernières années.

RENDEZ-VOUS AVEC NOS IDÉES DÉMOCRATIQUES

L'éducation québécoise doit revenir à ses idéaux démocratiques. L'intégration des élèves en difficulté dans le milieu le plus normal possible est un acquis. Mais c'est aussi un fardeau pour la classe ordinaire. Il est profondément injuste que ce soit à des classes déjà privées des ressources importantes que représentent les bons élèves que cette responsabilité incombe. Il est tout aussi injuste que les mieux nantis se mettent à l'abri dans un milieu privilégié, avec la complicité des pouvoirs publics. Il n'est pas davantage démocratique que l'État encourage la socialisation de ces élèves dans un cadre qui entretient des attitudes négatives envers les élèves ordinaires.

Personne ne remet en cause le droit des parents de choisir une école privée pour leurs enfants. Ce qui est en débat, c'est son financement public. Selon Statistique Canada, en 1997-1998, le Québec fournissait, à lui seul, plus de 30 % des fonds publics consacrés par l'ensemble des provinces canadiennes aux écoles privées, alors qu'il comptait à peine 25 % des élèves canadiens. Faut-il rappeler que l'Ontario, même sous Mike Harris, ne verse à peu près pas un sou à ses écoles privées, tout comme nos voisins du Sud.

Nous partageons l'avis de la Commission des États généraux à l'effet de mettre progressivement fin aux subventions publiques accordées au réseau privé, tout en exigeant un processus d'intégration au réseau public des élèves et du personnel de ces établissements.

On pourra toujours alléguer qu'une telle revendication est irréaliste. J'affirme seulement qu'elle est juste. J'affirme également que, dans l'attente d'une telle politique, il faudrait immédiatement mettre fin aux politiques sélectives qui prévalent, tant dans le réseau privé que dans le réseau public. Prendre soutenu, encourager, voire seulement tolérer de telles politiques et affirmer du même souffle viser l'égalité des chances et la réussite du plus grand nombre relève du mensonge.

L'école publique est l'école de tout le monde. C'est l'école de la vraie vie, où se côtoient des élèves de différents milieux, de diverses origines et d'habilités scolaires variées. L'école publique a fait de nombreux efforts pour répondre aux besoins exprimés par la société québécoise. Elle a besoin de ressources supplémentaires pour venir en aide aux plus démunis. Mais l'éducation québécoise a surtout besoin de politiques cohérentes qui visent une plus grande justice sociale et la réussite du plus grand nombre.



CNW : 13 mars Association Générale Etudiante du Cégep du Vieux Montréal - Journée nationale d'occupation CONTRE LA PRIVATISATION !!!

A l'attention du directeur de l'information: Association Générale Etudiante du Cégep du Vieux Montréal - Journée nationale d'occupation CONTRE LA PRIVATISATION !!!

MONTREAL, le 12 mars /CNW/ - L'Association générale étudiante du Cégep du Vieux Montréal (AGECVM) appuie activement la journée nationale d'occupation contre la privatisation initiée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) ce jeudi, le 14 mars 2002. Elle compte même y participer très concrètement.

"Il est temps que le système d'éducation cesse de se laisser mener par les lois du marchés et affirme son autonomie face à l'entreprise privée", de dire Olivier Benoit, secrétaire général.

"Finies les pubs dans les toilettes ! Finis les contrats d'exclusivité avec des compagnies de boissons gazeuses ! Il vient un moment où un gouvernement doit prendre ses responsabilités et financer adéquatement les services publics, si on veut leur laisser cette qualification", rajoute Audrey Plouffe, Responsable générale.

A tous les représentantes et représentants des médias, rendez-vous au cégep du Vieux Montréal, à 09 h 00, ce jeudi 14 mars 2002 pour suivre, en cette journée nationale d'occupation, les actions des membres de l'AGECVM ...

-30-

Renseignements: Olivier Benoit, Secrétaire général, (514) 982-0496 ou Audrey Plouffe, Responsable générale, (514) 614-9735

Méto, mercredi 13 mars 2002 : les étudiants contre la privatisation

Les étudiants sont contre la privatisation

Événement L'Association générale étudiante du Cégep du Vieux Montréal (AGECVM) participera à la journée nationale d'occupation contre la privatisation initiée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante. Cette journée se tiendra demain, le 14 mars. «Il est temps que le système d'éducation affirme son autonomie face à l'entreprise privée», a déclaré Olivier Benoit, secrétaire général de l'AGECVM. (Méto)

Montréal métropolitain, mercredi 13 mars 2002 : Occupation au Cégep du Vieux-Montréal



OCCUPATION AU CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante du cégep du Vieux-Montréal invite les étudiants à une journée d'occupation demain sur le coup de 9h. «Il est temps que le système d'éducation cesse de se laisser mener par les lois du marchés et affirme son autonomie face à l'entreprise privée», de dire Olivier Benoit, secrétaire général. «Finies les pubs dans les toilettes! Finis les contrats d'exclusivité avec des compagnies de boissons gazeuses! Il vient un moment où un gouvernement doit prendre ses responsabilités et financer adéquatement les services publics, si on veut leur laisser cette qualification», rajoute Audrey Plouffe, responsable générale. **m**

Radio-Canada- Privatisation de l'éducation, des étudiants se mobilisent - Mise à jour le mercredi 13 mars 2002, 15 h 03 .

Des associations étudiantes de la région métropolitaine ont décrété la L'Association pour une solidarité syndicale étudiante s'attend à ce que



journée du 14 mars, Journée nationale d'occupation contre la privatisation. Ainsi, les étudiants du cégep de Saint-Laurent ont décidé de boycotter leurs cours, mais leurs professeurs seront en classes

Diverses actions, gardées secrètes, sont prévues au cégep du Vieux Montréal, où en principe, les cours doivent avoir lieu normalement.

quelques dizaines d'étudiants se rassemblent vers midi trente au Carré Berri pour protester contre l'intervention financière d'entreprises privées dans le secteur de l'éducation. De là, les protestataires se rendront occuper des bureaux qui symbolisent, selon l'association, la logique marchande en éducation.

CNW : 14 mars, 09 h 58 - Association générale étudiante du cégep du Vieux Montréal - Journée nationale d'occupation CONTRE LA PRIVATISATION !!! - Vieux Montréal en occupation -

~~A l'attention du directeur de l'information:~~

MONTREAL, le 14 mars /CNW/ - Présentement, et ce depuis 08h30 ce matin, une vingtaine de militantes et militants de l'AGECVM occupent les bureaux de la Direction des études du Cégep du Vieux Montréal. Cette action se situe dans le cadre de la journée nationale d'occupation contre la privatisation appelée par l'Association pour une Solidarité Syndicale Etudiante (ASSE) et cela pour poursuivre l'escalade

~~des moyens de pression entreprise avec la manifestation du 21 février 2002 à Québec:~~

NON A L'ASSUJESTISSEMENT DE L'EDUCATION AUX LOIS MARCHES !!!

Ils et elles revendiquent entre autres, au niveau national :

- L'arrêt total de toute forme de désengagement du gouvernement en matière de financement des services publics, notamment par le biais des

Fondations

- L'abandon des plans de réussite au collégial et des contrats de performance à l'université
- La fin de toute tentative de privatisation partielle ou totale du système d'éducation

Tandis qu'au niveau du cégep du Vieux Montréal, ils et elles souhaitent:

- Le retrait immédiat de tous les "Zoom média" du collège (publicité dans les toilettes)
- La résiliation du contrat d'exclusivité entre le Cégep et la compagnie "Coca-Cola"

Les étudiantes et les étudiants en ont assez de se faire prendre pour des marchandises! Le système d'éducation public est un acquis social depuis trop longtemps au Québec pour que, en 2002, nous aillions encore à nous battre pour le conserver.

A 9 h 00, la sécurité du cégep, après avoir bousculé des étudiant-e-s et tenu des propos injurieux envers ceux(celles)-ci, menace d'appeler les forces de l'ordre à leur rescousse.

-30-

Renseignements: Olivier Benoit, Secrétaire général, (514) 982-0496 ou Audrey Plouffe, Responsable générale, (514) 614-9735

Courriel AGEVCM, 14 mars, 12h26

Boujours à tous et à toutes!!! Nous sommes présentement barricadés dans le bureau du directeur des études du Cégep au Sieme étage. Nous sommes ici dans le cadre de la journée nationale d'occupation qui a été appelée par l'ASSE (Association pour une solidarité syndicale étudiante) dans le but de faire suite à la manifestation contre l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché et de faire une escalade des moyens de pression. Nous sommes donc ici pour revendiquer plusieurs choses qui font que le privé s'ingère dans notre système d'éducation. Nos revendications sont au niveau national :

- contre l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché
- contre la privatisation du système d'éducation
- contre la déresponsabilisation du gouvernement en matière de financement des services sociaux et publics, notamment par le biais des fondations (comme par exemple la fondation du CVM)
- contre les attestations des AEC (attestation d'étude collégiale) ne nécessitant pas de DEC au préalable au niveau local:

- pour le retrait immédiat de tous les ZOOM média du cégep
- pour la résiliation du contrat d'exclusivité avec Coca-Cola
- pour l'obtention d'une semaine de relance complète du lundi au vendredi pour toutes les sessions qui vont suivre incluant la session automne 2002 pour au moins pour les 5 prochaines années
- Pour que les profs de soir obtiennent un code de photocopie leur permettant de faire des photocopies gratuitement et ainsi de ne pas faire payer les étudiants pour ces dites photocopies essentielles à leur apprentissage.

On est donc maintenant embarrassés dans le local du directeur des études Pierre Harisson et il y a ici plein d'informations du genre budget, états financiers, etc auxquelles on a pas accès normalement. Je vous envoie tout ça par courriel et ça ne doit pas se perdre ça pourrait nous servir éventuellement. Donc excusez-moi si je vous envoie plein de trucs mais conservez-les c'est important. C'est pour faire sortir des informations du cégep... Merci beaucoup à tous et à toutes

Courriel, AGEVCM 08h26

Salut à tous,

Je sais qu'il est tôt, très tôt: 8:22, mais si vous lisez ce message à temps, il serait bien aimable de nous faire parvenir votre appui. Je m'explique: voilà plus de 24 hrs que nous sommes enfermés dans les bureaux de la direction des études afin de faire entendre nos voix à la direction. Nos revendications sont très simples:

- 1- Assurer notre semaine de relance pour l'automne 2002 et pour un minimum de 5 ans encore.
- 2- La résiliation du contrat avec le monopole de Coca-Cola dans le cégep, afin que cesse le processus de privatisation dans nos cégeps.
- 3- Dans cette même optique, que le cégep annule tout engagement face à la compagnie Zoom Média.
- 4- Finalement, qu'un code de photocopies soit donné aux professeurs de soir afin qu'ils cessent de faire payer les photocopies aux étudiants de soir.

Ce sont des revendications quand même simples, qui se situent dans le cadre de lutte contre l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché.

Par contre, la direction semble peu encline à nous prendre au sérieux. Pour cela, nous avons besoin de tous les appuis possible et imaginables de la part des étudiants, des professeurs, des employés de soutien, afin de tous ceux qui ont à coeur les mêmes revendications, la même cause.

Nous sommes plus d'une vingtaine qui continueront d'occuper les locaux jusqu'à ce qu'on soit enfin écouté comme du monde, jusqu'à ce que la direction nous prenne au sérieux.

Merci de votre attention,

La gang de l'occupation

Métro, 15 mars : une journée nationale d'occupation



CNW : 15 mars, 11 h 51 - Association Générale Etudiante du Cégep du Vieux Montréal - OCCUPATION AU CEGEP DU VIEUX MONTREAL : ELLE SE POURSUIT !!! - LA DIRECTION NE VEUT RIEN ENTENDRE ...

A l'attention du directeur de l'information:

MONTREAL, le 15 mars /CNW/ - Depuis 08h30 hier matin, soit plus de 24 heures, une vingtaine de militantes et militants de l'AGECVM occupent les bureaux de la Direction des études du Cégep du Vieux Montréal. Cette action se poursuit en vue d'amener la direction du cégep du Vieux Montréal à tenir compte de nos revendications locales.

La Direction ne veut rien entendre ... et préfère laisser aller les choses, nous disant même de sortir quand cela nous conviendrait.

Pour elle :

- "pas question de retirer les Zoom média du collège"
- pas question de résilier le contrat d'exclusivité avec Coca-Cola (rappelons que les étudiant-e-s ont voté, lors d'un référendum en novembre 1999 à plus de 75 pour cent contre cette exclusivité)"

- éventuellement la question de la semaine de relance complète, lors de la session d'automne 2002, serait reprise au cours d'un prochain Conseil d'administration"

- que les professeur-e-s en formation continue (de soir) se débrouillent quant à leurs photocopies, les étudiant-e-s devant ainsi les payer

La situation pourrait donc, la Direction n'étant pas un interlocuteur de bonne foi ... Et ainsi, ces étudiant-e-s vont peut-être passer la fin de semaine dans ces bureaux dictatoriaux...

-30-

Renseignements: Olivier Benoit, Secrétaire général : (514) 982-0496
Audrey Plouffe, Responsable générale : (514) 614-9735

Gazette, 17 mars - Cops end students' sit-in - Coke ads targeted as 15 take over offices at CÉGEP du Vieux-Montréal

JOHN MACFARLANE

Montreal Gazette

Sunday, March 17, 2002

A Montreal police tactical squad ended a three-day student occupation of offices at the CÉGEP du Vieux-Montréal last night.

With a list of four demands, about 15 students blockaded themselves inside administrative offices of the school on Ontario St. E. on

Thursday at 8:30 a.m. They planned to stay indefinitely because the CÉGEP's response to their demands wasn't satisfactory, they said.

The administration proposals "aren't what we want," said Julien Vaillancourt Laliberté, a spokesman for the students. "They're trying to get us with small things."

The students want the CÉGEP to withdraw from an exclusive beverage-supply contract with Coke, as well as the removal of advertisements from inside the school, consolidation of various off-days in the fall into a week-long break, and increased access to photocopiers for night teachers.

The tactical squad, wearing white riot helmets and using crowbars supplied by the fire department, broke through the barricades at about 9:30 p.m. last night. A crowd of about 30 students waiting outside cheered as the occupiers were led out, one by one, to a waiting paddywagon on a side street.

"When (the squad) got in, it wasn't too bad," said Montreal police Constable Brigitte Barabé. "A few (students) didn't want to be arrested, but most followed the police right out."

The students were taken to a police holding centre on Guy St., where Barabé said they would most likely be charged with trespassing and mischief.

"The glass on a door was smashed, but it was the door of the bathroom," Laliberté said. "Before (breaking into the bathroom) they were using a jug."

Meanwhile, in Saint-Jérôme, Premier Bernard Landry promised yesterday tuition fees at Quebec universities would remain at current levels if his Parti-Québécois government wins the next election.

"Tuition fees are frozen and will remain frozen," Landry said at a party forum, adding the freeze was a "promise."

Landry's declaration came almost two weeks after recently appointed Education Minister Sylvain Simard said he made a "personal promise" to maintain a tuition freeze if the PQ won a third consecutive mandate in the next election, which must be called by the fall of 2003.

Courriel, 17 mars, 21h27

Bonjour ou bonsoir à tous et à toutes.

Je vous écris pour vous donner des nouvelles. Étant donné le fait que je sois crissement fatiguée je me ferai brève et n'entrerai pas dans les détails. De toute façon nous aurons le temps d'en reparler amplement dans les prochaines semaines. Effectivement, ça serait vraiment important de faire une récapitulation des événements pour en dégager les bons et les mauvais coups afin de tirer des leçons de cette expérience pour les actions futures (parce que c'est pas vrai qu'on va se laisser intimider par la répression policière et l'inaction des administrateurs du collège face à nos revendications!!!).

Les arrêté-e-s de l'occupation étaient environ une quinzaine et les charges d'accusation qui ont été portées contre nous sont : méfait par intrus (cela veut dire que la police à été obligée d'utiliser la force pour nous évincer) et deux autres charges de méfait ont aussi été donné à d'autres occupant-e-s pour vandalisme. Il faut noter qu'à part quelques bris accidentels de matériel le seul acte de vandalisme qui a été perpétué est le défoncement de la porte pour pouvoir aller au toilette (qui est un besoin vital). Il n'y a pas eu peu de vandalisme gratuit du genre graffiti (nous avons préféré faire des affiches que d'écrire sur les murs directement, par exemple).

Lorsque nous avons été relâché-e-s du CO-Sud dimanche aux petites heures du matin, il y avait encore deux de nos camarades qui étaient à l'intérieur des murs d'un des 4 centres opérationnels de l'appareil répressif (poste de police) montréalais. Ils les ont gardé parce que ces deux personnes avaient aussi été arrêtées la veille lors de la manifestation contre la brutalité policière avant de revenir solidairement se joindre aux occupants et occupantes du Vieux. Depuis, la personne qui était mineure a été relâchée mais l'autre comparaitra en cour demain matin à 9:00.

En geste de solidarité avec elle, vous êtes tous et toutes invité-e-s à nous rejoindre au métro champs de mars à 8:15 lundi le 18 dans le but d'aller donner un soutien moral et physique (par notre présence) à l'accusée.

C'EST TOUJOURS CHIANT DE SE FAIRE ARRÊTER, MAIS ÇA L'EST ENCORE PLUS QUAND TU ES SEUL-E EN DEDANS. ÇA PEUT PARAÎTRE ANODIN DE FAIRE ACTE DE PRÉSENCE LORS D'UNE COMPARUTION, MAIS, POUR LA PERSONNE QUI EST SUR LE BANC DES ACCUSÉ-E, C'EST UN GESTE DE SOLIDARITÉ QUI FAIT SOUVENT TOUTE LA DIFFÉRENCE. SO-SO-SO, SOLIDARITÉ SO-SO-SO, SOLIDARITÉ

Merci à tous ceux-celles qui seront présents-es

Métro, 18 mars : Fin du sit-in au cégep du Vieux Montréal

Fin du sit-in au Cégep du Vieux-Montréal

Manifestation Seize manifestants, dont cinq jeunes d'âge mineur, ont été arrêtés samedi au Cégep du Vieux-Montréal. Les manifestants participaient à un sit-in dans l'établissement, afin de dénoncer la décision du cégep d'accorder à Coca-Cola un contrat d'exclusivité pour la distribution de boissons. Ils sont accusés de méfait et d'entrave aux policiers. (Métro)

Fin de l'occupation au cégep du Vieux Montréal

L'escouade anti-émeute de la police de Montréal a procédé à l'arrestation de 16 manifestants tard samedi soir au cégep du Vieux Montréal, parmi lesquels cinq jeunes d'âge mineur. Les manifestants refusaient de sortir de l'établissement depuis jeudi. Ils s'étaient enfermés dans un local pour dénoncer la décision du cégep d'accorder à Coca-Cola un contrat d'exclusivité pour la distribution de boissons gazeuses. Ils ont été accusés de méfait et d'entrave au travail des policiers. Deux des accusés vont demeurer derrière les barreaux. (PC)

Gazette, 18 mars - Police bring sudden end to CEGEP occupation

Sunday, March 17, 2002

MONTREAL (CP) - Police ended a two-day occupation of the CEGEP du Vieux Montreal last night.

Sixteen people were arrested, including two individuals who had just been released after being detained for alleged involvement in a violent demonstration in downtown Montreal on Friday evening.

Police officers intervened in the occupation after a security guard was reportedly harassed by a demonstrator.

After they refused to leave their positions, the 16 young protesters barricaded themselves inside the school. Police had to demolish the doors to a room to complete the arrests

Le Soleil, 18 mars – des manifestants évincés du cégep du Vieux Montréal

Des manifestants évincés du cégep du Vieux-Montréal

■ MONTREAL — La police a abruptement mis fin hier soir à deux jours d'occupation de locaux du cégep du Vieux-Montréal. Seize personnes ont été arrêtées, dont deux qui venaient tout juste d'être libérées à la suite de la violente manifestation de vendredi soir au centre-ville. Les policiers sont intervenus lorsqu'un agent de sécurité du cégep a été molesté par un des occupants. Après avoir refusé de quitter les lieux, les 16 protestataires se sont barricadés. Les policiers ont dû fracasser les portes d'un local pour procéder à l'arrestation des manifestants, tous des jeunes. (PC)

CMAQ : Une occupation au niveau local ? - Soumis par **alvaro** , dimanche 24 Mars 2002 - 14:40

Le mouvement étudiant au Québec, de par son histoire et son héritage, se veut un acteur de changements sociaux. Un changement social, ce n'est pas nécessairement changer le monde, c'est plutôt créer un changement, aussi minime soit-il, dans la mentalité des gens, afin que la société dans son ensemble en bénéficie.

C'est dans cet ordre d'idées que l'AGECVM a, le 14 mars dernier, participé à la journée nationale d'occupation. Sous une plate-forme de revendications nationales, utilisée comme légitimation à cette escalade de moyens de pression, 16 étudiantes et étudiants se sont enfermés-e-s dans les bureaux de la Direction des études et ont revendiqués un ensemble de changements locaux. Il n'est pas question ici que seize personnes changent radicalement le monde. Par cette occupation, il était plutôt question d'améliorer les conditions d'études et pour les étudiants et étudiantes du Cégep du Vieux Montréal et de signifier, à toutes les instances intéressées, que les étudiantes et étudiants du Québec sont prêt-e-s à se rendre très loin pour faire entendre leur point de vue et faire évoluer les mentalités sociales.

À l'AGECVM, nous sommes conscients et conscientes des enjeux relatifs à l'habilitation et au sous financement des établissements collégiaux. Nous travaillons très fort pour arriver à un changement ou un avancement dans ces dossiers et, afin de mieux coordonner ces luttes, ils ont été regroupés sous le thème de l'« assujettissement de l'éducation aux lois du marché ». Il s'agit en fait d'une lutte menée en opposition au néolibéralisme qui est, présentement, le courant économique dominant. Pour ce qui est de la reconnaissance de l'implication étudiante, elle ne figure malheureusement pas dans nos priorités car il s'agit clairement

d'une question beaucoup trop corporative et elle ne défend pas les droits et intérêts de la majorité de nos étudiantes et étudiants. Contrairement à la lutte contre l'« assujettissement de l'éducation aux lois du marché » qui décrit un phénomène touchant l'ensemble de la population.

« Quand on manifeste pour plein de niaiseries, on perd sa crédibilité », disait un communiqué récemment envoyé à notre Association étudiante. À cela je réponds qu'il a bien raison, manifester pour plein de niaiseries, c'est aussi écrire des communiqués clairement anti-solidaires et individualistes qui n'ont pour objectif que de dénoncer l'action de certains et certaines. Cette critique non constructive, amener par des tenants et tenantes de l'inaction, ferme les yeux sur une réalité de privatisation vécue dans nos Cégeps.

Le changement ne peut s'opérer que dans l'union, nous sommes de cet avis; mais l'union ne peut que se concrétiser que dans la lutte et ce n'est pas en écrivant des communiqués rabaisant l'action des autres militantes et militants que l'on favorise l'union. Sans vouloir crier au loup, on peut voir dans certaines réactions démesurées face aux occupations du 14 mars une tentative de discréditer et de rabaisser la cause étudiante. Je n'ai aucune idée à qui sert la tenue de tels propos, si ce n'est qu'au ministère de l'Éducation et à ses administrations locales, mais ils nuisent objectivement aux actions étudiantes.

Ce communiqué se veut donc un appel à la solidarité. Nous espérons qu'il sera entendu par tous et toutes; pour ce qu'il est.

L'unification, c'est dans la solidarité d'abord et avL'exécutif de l'AGECVM

Auteur: L'exécutif de l'AGECVM

Journal de Montréal – 04 avril 2002 : des dissidents dénoncent la marchandisation de l'éducation

Des dissidents dénoncent la « marchandisation » de l'éducation

Des étudiants dissidents des grandes fédérations étudiantes ont dénoncé hier à Montréal la « marchandisation » de l'éducation.

LAURENT SOUMIS

En marge d'une conférence de presse qui n'a jamais eu lieu, trois étudiants du cégep du Vieux-Montréal ont dénoncé devant une salle vide « l'assujettissement de l'éducation aux lois marchandes ».

Se réclamant de « l'Association pour une solidarité syndicale étudiante », le trio a affirmé parler au nom des associations étudiantes de sept cégeps, de trois modules de l'UQAM et de l'université Concordia.

« Devant une kyrielle de mesures qui engage les services sociaux sous la logique de l'efficacité et de la rentabilité, les étudiants doivent se lever et prendre conscience de la condition à laquelle les réduit la société marchande », ont-ils affirmé.

Selon la porte-parole, Héroïse Moysan-Lapointe, « des plans de réussite et de diplomation entraînent une baisse de la qualité de l'éducation. On concentre l'enseignement sur la technologie au détriment de la culture générale ».

« Les attestations d'études collégiales sont devenues des diplômes à rabais, a-t-elle ajouté. Et les contrats de performance ne vise qu'à obtenir de meilleurs statistiques. » L'Association, qui réclame « un réinvestissement massif en éducation », pes-te aussi contre les chaires commanditées et les contrats d'exclusivité dans les ma-sons d'enseignement.

Métro, 22 mars 2002 : la plus importante rafle depuis 1970

La plus importante rafle depuis 1970

Police Ce sont 371 personnes qui ont été arrêtées vendredi dernier par le SPVM, ce qui fait de la rafle, la plus importante vague d'arrestation sur le territoire, depuis la Loi des mesures de guerre de 1970. Les personnes arrêtées participaient à une manifestation contre la brutalité policière. Ils ont été mis sous verrou pour des raisons d'attroupement illégal. (Métro)

Le Devoir, 22 mars 2002 : dénoncer la brutalité policière

Près d'une semaine après l'arrestation de 371 personnes, les organisateurs de la manifestation des Citoyens opposés à la brutalité policière dénoncent... la brutalité policière.



Les manifestants dénoncent le comportement de la police

Valérie Dufour

Le vendredi 22 mars 2002

Près d'une semaine après l'arrestation de 371 personnes, les organisateurs de la manifestation des Citoyens opposés à la brutalité policière dénoncent... la brutalité policière. (Jacques Nadeau)

Près d'une semaine après l'arrestation de 371 personnes (dont 103 adolescents), les organisateurs de la manifestation des Citoyens opposés à la brutalité policière (COBP) dénoncent... la brutalité policière dont ils ont été victimes.

«On organise cet événement depuis 1997 et c'est la première année où on reçoit un traitement aussi affreux», a soutenu Alexandre Popovic, du COBP, lors d'une conférence de presse hier matin. Il était entouré de neuf autres membres de diverses organisations militantes. La plupart d'entre eux ont été arrêtés pour attroupement illégal lors de la manifestation.

Ils ont expliqué que l'avis de dispersion lancé par les policiers a été si timide que peu de gens ont pu l'entendre et prendre la poudre d'escampette. Ils ont aussi relaté que l'escouade antiémeute les a

encerclés dans un stationnement. «On a dû attendre cinq heures dans le froid et la pluie verglaçante avant qu'on ne nous emmène au poste», a raconté Christina Xydous, de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC).

Marie-Ève Chênevert prétend avoir reçu des coups de matraque à la tête. «J'ai saigné et j'ai perdu connaissance. Personne n'a réagi pour me venir en aide. On m'a menottée en négligeant ma condition de blessée. Pour moi, ce n'est pas un mythe: la police de Montréal est brutale, négligente et insolente, et elle réussit à le faire en toute impunité.»

Cette vague d'arrestations est un geste politique par lequel on veut décourager les gens de manifester, croit Jonathan Aspireau-Massé, de la section québécoise de l'Association nationale pour une solidarité syndicale étudiante. Il croit que

les policiers ont agi ainsi en vue de «ficher les têtes pensantes, les leaders anarchistes» en vue des manifestations qui marqueront (promettent-ils) le sommet du G8 à Kananaskis, en Alberta.

«Je n'ai pas vu chacune des arrestations et peut-être étaient-elles justifiées, mais le nombre laisse planer des inquiétudes», a précisé l'avocat Julius Grey. «Je pense qu'il y a une tendance mondiale, tendance qui s'est accentuée depuis le 11 septembre, et c'est d'être moins tolérant à l'égard des jeunes qui manifestent. Je pense qu'on oublie que la manifestation pacifique est fondamentale.»

«Nous pensons que l'opération policière a été exagérée», a souligné Yves Manseau, du Mouvement Action Justice. Il a cependant précisé que son mouvement n'approuve pas les gestes de violence commis par une poignée de manifestants et que les organisateurs devraient mieux diriger leurs troupes.

Rappel : La Presse, 07 janvier 2002 : Trop de pouvoirs pour la police, jugent les Québécois

Presse Canadienne
Montréal

MONTRÉAL — Les Québécois sont plus nombreux que les autres Canadiens à trouver que les policiers ont trop de pouvoir dans la société actuelle. Les habitants du Manitoba et de la Saskatchewan, eux, ont plutôt tendance à penser le contraire.

C'est du moins ce qu'indiquent les résultats d'un sondage effectué par la firme Léger Marketing communiqués à la Presse canadienne. « Cela correspond à des perceptions de nos cultures, a déclaré M. Yves Manseau, du Mouvement Action Justice. L'Ouest canadien a un modèle plus américanisé que nous, la loi et l'ordre, c'est plus fort là-bas. »

Ainsi, 41,6 % des répondants vivant dans les Prairies affirment que les policiers n'ont pas assez de pouvoir, comparativement à seulement 20,4 % des répondants québécois. La proportion est de 25,3 % pour l'ensemble des répondants canadiens.

Pas moins de 19,7 % des répondants québécois soutiennent que les policiers ont trop de pouvoir dans la société actuelle. La proportion est beaucoup moins élevée dans les autres provinces, soit 12,3 % pour les provinces de l'Atlantique et 12,9 % pour le Manitoba et la Saskatchewan. Pour l'ensemble des répondants canadiens, cette proportion est de 15,7 %.

Une mince majorité de répondants canadiens, soit 52,6 %, estime que les policiers ont juste assez de pouvoir dans la société actuelle.

M. Manseau a affirmé qu'il fallait prendre tout type de sondage sur la police avec un grain de sel. « Les citoyens ont une relation ambiguë avec la police, a-t-il expliqué. C'est quelque chose qu'on aime, dont on a besoin, mais c'est aussi quelque chose qu'on déteste, dont on voudrait bien se passer. »

Il a affirmé que l'évaluation que l'on pouvait faire de la police variait beaucoup selon les événements, soit après un acte de brutalité policière ou un acte d'héroïsme.

Dans son sondage, effectué entre le 4 et le 13 décembre dernier, Léger Marketing a justement demandé à 1583 Canadiens s'ils avaient été victimes de brutalité policière, ou si un membre de leur famille immédiate en avait été victime. Pas moins de 5,9 % des personnes interrogées ont répondu dans l'affirmative, une proportion qui a atteint 6,2 % au Québec, 6,0 % en Ontario, 7,7 % en Alberta et 8,1 % en Colombie-Britannique.

Seulement 3,8 % des répondants du Manitoba et de la Saskatchewan ont été victimes de brutalité policière. Cette proportion a chuté à 0,7 % pour les répondants des provinces de l'Atlantique, une donnée qui n'a pas étonné M. Manseau.

Il a expliqué qu'il y avait souvent un lien entre la répression policière et le niveau de criminalité. Or, dans les provinces de l'Atlantique, le taux de criminalité est plutôt bas. En outre, on peut avoir une définition différente d'un acte de brutalité policière.

« Dans les petites communautés de l'Atlantique, les policiers sont plus près des citoyens, a-t-il déclaré. Une engueulade, une petite poussade, ça peut être pris comme de l'amour fraternel. »

Près de 82 % des répondants canadiens se sont montrés satisfaits du travail de la Gendarmerie royale du Canada. Le taux de satisfaction pour les services de police municipaux ou locaux s'est situé à 79,8 %.

Les répondants québécois, eux, se sont montrés satisfaits du travail de la Sûreté du Québec dans une proportion de 81,6 %. L'échantillon comporte une marge d'erreur de plus ou moins 2,6 %, 19 fois sur 20.

La Presse, 16 mars 2002 : Une manifestation contre la brutalité policière... vire au saccage

Karim Benessaïeh

La Presse

Une manifestation contre la brutalité policière a quelque peu dérapé hier soir dans le centre-ville de Montréal, quand des militants ont abîmé des voitures de police et brisé des fenêtres du quartier général de la police, à l'angle des rues Saint-Urbain et Sainte-Catherine.

Leur aventure s'est terminée quelques centaines de mètres plus loin, quand l'escouade antiémeute a encerclé et arrêté quelque 150 manifestants. On ne signalait aucun blessé.

La manifestation avait commencé vers 18h, alors que quelques centaines de personnes ont quitté la place Émilie-Gamelin, à l'intersection des rues Berri et Sainte-Catherine. Organisée par le Mouvement action justice, la marche visait à dénoncer les abus de pouvoir des forces de l'ordre dans le monde. Dans une centaine de villes, on a tenu hier des événements de protestation (théâtre, émissions, fêtes, marches).

Les policiers, a expliqué le commandant André Durocher, ont d'abord tenté de connaître le trajet de la manifestation. «Nous ne voulions pas les arrêter, mais c'était simplement pour les protéger: ils se mettaient en danger en traversant des intersections. Nous n'avons reçu aucune collaboration de leur part.»

Tout en scandant des slogans de ralliement, les manifestants ont brandi des banderoles et des drapeaux en longeant le boulevard de Maisonneuve. Choix plutôt étonnant, plusieurs ont choisi de porter le drapeau de l'ex-URSS, pourtant peu reconnue pour sa tolérance à

l'égard des opposants.

Les manifestants se sont d'abord signalés en barbouillant de peinture des devantures de boutiques à l'angle des boulevards de Maisonneuve et Saint-Laurent. Plus loin, c'est le quartier général du Service de police de la Ville de Montréal qui a subi leurs foudres: des voitures de police stationnées ont été endommagées, tandis que six fenêtres étaient brisées.

C'est à ce moment que les policiers ont sommé les manifestants de se disperser, tentant de mettre un point final à la réunion. Quelque 150 protestataires ont fait fi de l'ordre et se sont dirigés vers la rue Saint-Antoine.

L'escouade antiémeute les attendait plus loin, boulevard Saint-Laurent. Ils ont été encerclés puis embarqués, un après l'autre et sans résistance, dans des fourgons cellulaires. Dans le fouillis d'objets qu'ont laissé tomber les manifestants au moment de leur encerclement, les policiers ont trouvé plusieurs frondes, des billes d'acier, des masques à gaz, des boules de billard et des ballons remplis de peinture.

On s'attendait hier soir à ce que la plupart des manifestants, ceux qui ne seront accusés que d'attroupement illégal, soient relâchés rapidement. Une minorité, cependant, pourrait avoir à faire face à des accusations de méfait. En 2000, la manifestation contre la brutalité policière s'était soldée par 112 arrestations. L'an dernier, elle avait été annulée au profit de la grande marche à l'occasion du Sommet de Québec.



Photo PC

Les associations de manifestants pensent, au contraire, que la police cherche de son côté à faire passer un message: «Si vous manifestez, vous allez être arrêtés, alors vous feriez mieux de rester chez vous».

La Presse, 22 mars 2002 : La police accusée d'avoir voulu enrichir ses fichiers de 371 noms

Le vendredi 22 mars 2002

«Beaucoup trop d'arrestations»

Mathilde Regnault

La Presse

«Les 371 arrestations lors de la manifestation contre la brutalité policière de vendredi dernier étaient abusives et visaient à établir un fichier de manifestants susceptibles de se rendre au prochain sommet du G8 à Kananaskis, près de Calgary», ont affirmé plusieurs manifestants jeudi, lors d'une conférence de presse à l'UQAM.

Ils étaient une dizaine à dénoncer ce qu'ils considèrent comme un abus de la part des policiers. Le Comité opposé à la brutalité policière (COPB), le Comité des sans-emploi, la Coalition de lutte anticapitaliste (Clac), l'Association syndicale étudiante de l'UQAM (ASE-UQAM) et plusieurs associations de cégeps

étaient représentés. «Selon nous, il y a clairement eu beaucoup trop d'arrestations et elles étaient injustifiées», estime Alexandre Popovic, du COBP.

Le jeune homme est persuadé que si des arrestations massives ont eu lieu, c'est pour établir des fichiers en vue du prochain sommet du G8. «C'est bien pratique pour eux: désormais, ils ont les noms de 371 personnes susceptibles de se rendre au sommet pour manifester. Ils vont pouvoir nous surveiller. Ces arrestations leur donnent un bon prétexte.»

Le commandant André Durocher, porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), réfute ces accusations.

Il croit que les arrestations constituaient la meilleure solution pour mettre fin aux actions de certains manifestants. «Ce ne sont pas seulement les quelques personnes qui ont brisé des vitres ou repeint des murs qui sont coupables, mais aussi toutes celles qui ont couvert ces méfaits. C'est sûr que ces personnes là vont avoir leur nom dans un fichier, comme toute personne qui se fait arrêter. Mais si elles voulaient rester dans l'anonymat, il ne fallait pas semer le trouble. L'an passé, les manifestants avaient reçu comme consigne d'être calmes, pour pouvoir participer ensuite au sommet de Québec. Il n'y a eu aucune arrestation.»

André Durocher va plus loin. Il croit que les arrestations font partie de la stratégie de communication des COBP et autres Clac. «Si l'événement se déroule dans le calme, ce qui est le cas de centaines de manifestations chaque année au Québec, les

médias n'en parlent pas. L'arrestation faisait partie de leurs plans.»

Les associations de manifestants pensent, au contraire, que la police cherche de son côté à faire passer un message: «Si vous manifestez, vous allez être arrêtés, alors vous feriez mieux de rester chez vous, c'est ce qu'ils veulent démontrer», conclut un jeune militant. L'avocat Julius Grey n'est pas loin de partager cet avis. Selon lui, 371 arrestations, c'est beaucoup trop. «Il est évident qu'il faut arrêter et punir les personnes qui sont responsables de méfaits, mais il est clair aussi qu'il n'y a pas 371 personnes qui ont semé le trouble dans la ville. Même si le Canada est l'un des pays les plus tolérants en matière de manifestations, ce n'est pas une raison pour laisser fléchir ces libertés.» Les premières convocations devant le tribunal sont fixées à la fin du mois d'avril.

The Gazette, march 16, 2002: Montreal police made 371 arrests at police brutality demonstration

Canadian Press

Saturday, March 16, 2002

MONTREAL (CP) - Police said Saturday they made 371 arrests at a demonstration against police brutality the previous night. The department said there were between 400 and 450 people at the demonstration, and that there were no injuries reported.

"It is a sign that Montrealers should be proud of the professionalism of its police force," said spokesman Cmdr. Andre Durocher. Those arrested were described by Durocher as "marginal" youths. Most were charged with illegal assembly and then released. One person was charged with possession of a weapon, namely some billiard balls, while another was charged with possession of a prohibited weapon, pepper spray.

Seven other people were charged with violating probation, Durocher said.

"It is a bit of a paradox to see people denouncing violence using such violent methods to get their point of view across."

Police headquarters had six windows broken during the demonstration, and two police cars were vandalized, Durocher said.

The demonstration has become an annual event to commemorate the International Day of Protest and Solidarity Against Police Brutality. More than 100 arrests were made at the demonstration in March 2000.

The protesters had begun their march to city hall from a downtown park earlier Friday afternoon.

Some 30 police cruisers, vans and buses blocked the march from continuing to city hall and about 100 protesters were surrounded in a parking lot not far from the municipal building.

A peaceful rally was held Friday in Calgary to observe the day of solidarity.

About 25 protesters gathered outside Calgary city police headquarters, where participants focused on the case of Juan Domingo Melendez-Hernandes, a Calgary man who accused the police force of brutality when he was arrested in August, 2000.

The Ottawa Citizen, march 17, 2002 - Police make 371 arrests during anti-brutality protest

George Kalogerakis

The Ottawa Citizen

Sunday, March 17, 2002

About 371 protesters were arrested on Friday following an anti-police brutality demonstration in downtown Montreal. Police believe the number of arrests could be the most since the October Crisis of 1970, when more than 450 were arrested on the first day of the War Measures Act.

The Gazette

MONTREAL -- Montreal police believe the 371 arrests that occurred Friday at a raucous march to denounce police brutality is the largest roundup in decades.

The number of arrest could be the most since the October Crisis of 1970, when more than 450 were arrested on the first day of the War Measures Act.

Almost all of Friday's detainees were let go within hours of being charged with unlawful assembly. But 100 still remained behind bars yesterday as the paperwork was being finished.

Commander André Durocher said some protesters carried billiard balls, marbles, stones and chunks of pavement, which they used to smash windows at the police headquarters. In total six windows were broken. Two police vehicles and a wall were also covered with graffiti.

"It is a bit of a paradox to see people denouncing violence using such violent methods to get their point of view across," Commander Durocher said.

Police said the main organizers of the protest was the Collective Opposed to Police Brutality, which was involved in a similar anti-brutality march in 2000 that resulted in 112 arrests.

Commander Durocher said many of those arrested Friday were "marginal" youth. "There was no reason behind it. It was just to break things."

He said he can't remember a larger roundup. It easily eclipsed the 292 arrested on St. Jean Baptiste Day in 1968 when protesters threw stones at Pierre Trudeau a day before he was elected prime minister.

Only 41 people were arrested in the Rocket Richard riot of 1955, when thousands went on a rampage to protest the legendary hockey player's suspension. And 30 were arrested following the 1993 Stanley Cup riot.

Of the 371 arrested Friday, seven are to be held until a court appearance tomorrow on charges of breaking bail conditions, while two others were charged with weapons possession.

Yves Manseau, leader of Mouvement Action Justice, one of the police force's harshest critics, held a press conference yesterday



to distance his group from the protest. "We are not the ones who did any damage."

But Mr. Manseau also said he was astounded police arrested so many. "There was police brutality," he added.

TV images show a police officer pushing and punching a protester for no reason, he said. Another image shows an officer standing on the ankle of a prone protester.

But Commander Durocher shrugged off those complaints, saying Mr. Manseau makes his living criticizing police.

Mr. Manseau's group held its own event Friday. It was a peaceful vigil to commemorate the death of Michael Kibbe, 20, a year ago.

Police say Mr. Kibbe died after running from officers. His hands still cuffed behind his back, police say Mr. Kibbe jumped a metre-high wall and then fell eight metres to the street. Mr. Manseau's group believes there is more to the story.

Yesterday, Mr. Manseau re-enacted the plaque ceremony for some media. But two officers arrived and charged him with public mischief before releasing him on the spot.

CMAQ- La manifestation qui prouve la brutalité policière, lundi 12 mars

Soumis par [puanteurs](#), lundi 18 Mars 2002 - 08:43

[Répression](#) / [Fil de presse](#)

Vendredi le 15 mars, journée internationale contre la brutalité policière, près de 500 manifestants se sont réunis au carré Berri bravant le froid. La marche a commencé vers 6h, en chantant plusieurs slogans et en bloquant quelques rues. Quelques manifestants, se comptant sur les doigts d'une seule main, ont commencé à fracasser une fenêtre puis une deuxième du quartier général de la police, mais ce mouvement de violence s'est vite arrêté sous la pression des manifestants pacifiques. Par contre, à ce moment, les policiers, situés près des porte-voix des supposés « leaders », ont sommé les manifestants de se disperser sinon ils procéderaient aux arrestations. En même temps, les « leaders » ont augmentés le volume de leur porte-voix de sorte que la très grande majorité des manifestants n'ont rien entendu du message des policiers. Alors, quelques temps après, l'escouade anti-émeute a encerclé les manifestants et les a compressés violemment, puis pendant en moyenne trois heures, où la pluie s'est mise de la partie, il n'y avait pas moyen de bouger. Si un manifestant voulait sortir il « mangeait une volée ». Par la suite, tous, un à la fois, étaient menottés à l'aide de « tie-wrap » trop serré coupant la circulation et laissé à l'intérieur d'autobus de la stm pour des durées de une à quatre heures. Ensuite, les

manifestants furent emprisonnés jusqu'à 70 dans une cellule à 11 couchettes, nourri pour la première fois 12h après leur arrestation d'un muffin, et d'un jus. Enfin, vers 10h am jusqu'à 7h pm, un par un, les manifestants étaient libérés sous condition de paraître en cours le 22 mai pour attroupeement illégal.

Pour ma part, j'étais partisan à la manifestation, j'ai subi les sévices et je n'ai été témoin que du courage, de la patience et du sang froid de la part des manifestants dans cette épreuve. J'ai vu un des mes confrères se faire matraquer pour avoir préféré laisser sa place (sans aucune violence ni physique, ni verbale) à ses voisins lors des embarquements. J'ai eu peine à signer mon nom tellement j'avais les mains engourdis et enflés à cause des « tie-wrap ». En faisant connaissance avec les prisonniers et prisonnières, j'ai appris qu'une dizaine venaient de perdre leur emploi, d'autres étaient sûrement déjà portées disparues (normal à 13 ans) puisque seulement quelques rares élues ont pu téléphoner. J'ai vu des épileptiques privé de leurs médicaments, j'ai vu de simples touristes (non-manifestants) qui ont sûrement perdu leurs bagages puisqu'ils devaient aller les chercher avant midi. En somme, 371 personnes traitées injustement par des policiers et policières dépourvus et très mal organisés devant un

tel nombre qui; pour les quelques-uns qui se sont confiés, ils affirmaient trouver totalement stupide leur propre geste. 371

personnes qui ont une raison de plus de détester ces « justiciers » et qui le feront certainement savoir le 15 mars prochain.

Auteur: David Sauvageau

The Gazette, march 18, 2002 - Anti-police brutality protesters still in court

Canadian Press

Monday, March 18, 2002

Court appearances continued Monday following the biggest police round-up in Montreal in decades.

Three-hundred and seventy-one people were arrested and released following an anti-police brutality demo on Friday. That's more arrests than during the Rocket Richard riot in 1955, or the Stanley Cup riot of 1993.

All those arrested have to make it through the courts, and this will be going on all month at Montreal municipal court.

Last Friday an anti-police brutality protest became brutal. Demonstrators showed up with gas masks, sling shots, pool balls, rocks and they used them.

Six windows were broken and a police car was spray-painted.

"We gave them ample time to disperse and to leave but obviously these people think it's a challenge and a picnic to be arrested," says police Commander Andre Durocher.

"Protests are an essential part of law," says constitutional lawyer Julius Grey.

This constitutional lawyer says it makes no sense that the police would arrest so many people during a protest. During the more

violent Rocket Richard riot in 1955 only 41 people were arrested.

The only time in recent history more people were arrested was 1970. That's when 450 people were arrested during the October crisis.

So why so many arrests Friday?

"I feel it's part of a tendency to repress protests," says Grey.

Grey adds protests are important, and that people are more likely to demonstrate on the streets than write a letter.

According to Andre Durocher peaceful protests are fine, but Friday's crackdown is just a way to discourage illegal acts.

"These people make it a point to go there with projectiles how many people do you know that protest that way with peaceful intent

Police know full well they'll be more protests during the year. They warn anyone caught breaking the law will likely end up here in court.

For many that likely means they'll end up with a criminal record.

The Gazette, march 19, 2002 - A sad day for democracy: Mass arrests of demonstrators Friday show need for vigilance on rights

PETER HADEKEL

Montreal Gazette

Tuesday, March 19, 2002

Montreal police officers arrest a protester following an anti-police brutality demonstration in downtown Montreal on Friday.

It's Friday, 6 p.m. While thousands of Montrealers get a head start on St. Patrick's Day, swilling green beer in the city's watering holes, a few hundred protesters gather in the freezing rain at the corner of Berri and Ste. Catherine Sts.

It's a day of international protest against police brutality, not everyone's idea of a good time. This is an annual ritual, played out in hundreds of cities around the world.

On one side, demonstrators, mostly young people, show up to protest against what they see as increasing police brutality, especially at anti-globalization rallies like the one in Genoa, Italy, last year where a protester was shot to death.

On the other side, police riot squads swing into action, interpreting any protest against their behaviour as a chance to flex their muscles.

It's a recipe for trouble. Two years ago, the same demonstration in Montreal ended with 112 arrests.

On Friday night, the predictable happened again. A small knot of troublemakers smashed windows, vandalized police cars and

spray-painted walls with graffiti. Many more who were protesting peacefully paid the price.

This time, an astonishing 371 people were arrested, carted off to holding cells and charged with unlawful assembly. It was a sad day for democracy and freedom of expression - the biggest police roundup in Montreal since the October Crisis.

It should make us think hard about what kind of society we are becoming and how we treat people with dissenting opinions.

In the period following the Sept. 11 terrorist attacks, most Canadians were willing to give police additional powers on condition they not be abused. What happened Friday suggests we are going to have to be very vigilant.

Asked about the arrests, a police spokesman on Saturday said that after violence had begun to flare up, the marchers had been warned to disperse but refused to do so. He referred to the protesters as "marginal" youth out for a good time.

That was an insult to Tanya Roell Katzamba, 16, a Grade 11 student at Royal West Academy. She would hardly qualify as marginal. She's bright, articulate and co-president of the school's Social Justice Club.



Call her naive for showing up on Friday night with two friends to make her voice heard. Play with fire, and you're going to get burned, some will tell her.

It was a pretty good bet that a few people would resort to violence. Police said some were carrying ball bearings, marbles, bags of paint and chunks of pavement.

Still, Roell Katzemba wanted to make a point. "The reason I went was because I think the police have a little too much power and nobody to answer to," she said yesterday. "And the new anti-terrorism law will put even more power in the hands of the police."

Roell Katzemba marched in the rear but didn't see much evidence of violence. On St. Laurent Blvd., the marchers suddenly stopped. "Everyone was kind of confused as to what was happening," she said.

From the south, a squad of riot police came up St. Laurent, and a second group of riot police began converging on the marchers from the other direction.

They were squeezed into a parking lot. "No one knew what to expect; we thought they just wanted us to disperse."

Instead, police arrested everyone, even though Roell Katzemba says she never heard the warning that police claimed to have made. "Believe me, if I could have gotten out of there, I would have. At that point, I didn't want to be there."

For four hours, these young people, many of them minors, stood outside in the rain while police processed them. Many weren't allowed to go to the bathroom or call home. Roell Katzemba was finally put on a bus at 11 p.m., sat there until 2 a.m., then was transferred to a paddy wagon and driven to a north-end police station, where she was placed in a holding cell with other minors.

At 4:30 a.m., after being charged with unlawful assembly, she was finally released to her worried mother.

In the wrong place at the wrong time? Perhaps.

But what happened here suggests we should reconsider the section of the Criminal Code that allows police to charge people with unlawful assembly.

Montreal lawyer Julius Grey has already tried unsuccessfully to get this section struck down as an unconstitutional infringement on free speech. Maybe what happened Friday will give him another chance.

The Gazette, march 20, 2002: Police ignore brutality concerns

The Daily News

To the editor:

I fully agree with the Montreal police spokesman that it would not have looked good had anyone been injured by police while out demonstrating against police brutality (Police Arrest 321 at Montreal Protest, The Daily News, March 17).

The arrest rate sounds equally impressive. I have never been at a demonstration where 82 per cent of the people were arrested!

Friedemann Brauer

Via e-mail

CMAQ : Compte rendu de la manifestation à l'occasion de la journée internationale contre la brutalité policière organisée par Citoyens et citoyennes opposés à la brutalité policière., 20 mars 2002

Soumis par [pat](#) , Mercredi 20 Mars 2002 - 12:17

[Répression](#) / [Fil de presse](#)

Compte rendu de la manifestation à l'occasion de la journée internationale contre la brutalité policière organisée par Citoyens et citoyennes opposés à la brutalité policière.

Vendredi le 15 mars dernier, un peu moins de 500 personnes se sont rencontrées vers cinq heures de l'après-midi au carré-Berri, dans le centre ville de Montréal, pour montrer qu'un nombre croissant de gens dénoncent les abus de la police, qui serait responsable de la mort de 21 personnes depuis 1990, qui exerce régulièrement une brutalité excessive (surtout contre les gens de la rue) et qui fait tout simplement office de force répressive contre toute personne qui avance une vision radicale ou marginale de la société. Ces jours-ci, et étant donné les événements du 11 septembre, la police jouit d'une liberté d'action qui n'existait pas jusqu'à tout récemment. Avec la loi C-36, le pouvoir d'action de la police se trouve à croître et il est évident que pour un certain

nombre de personnes, qui ont pris le temps et fait l'effort de s'informer, tous ces éléments représentent une menace non seulement pour les défenseurs de la justice sociale, mais pour la société en général. Les personnes les plus touchées par toutes ces mesures seront celles qui auront le moins les moyens de se faire entendre et COBP fait régulièrement connaître des cas qui ne sont pas diffusés dans les médias et qui ne reçoivent l'attention de personne. Les personnes victimes d'abus de la police sont, presque toujours, sans moyen de défense.

Pour cette journée internationale d'action contre les outrages de la police, des gens donc sont venus d'un peu partout : Drummondville, Québec, Ottawa, de la rive-sud montréalaise et même des États-Unis. Les gens venaient poussés pas des motifs parfois très différents (certains parce qu'ils sont directement et parfois quotidiennement en contact avec la police, d'autres pour

dénoncer l'Autorité), mais malgré l'étendue des divergences d'opinions et de visions, ils venaient tous et toutes pour être là ensemble et marcher calmement sous une température qui en aura découragé plusieurs.

Une bannière de COBP ouvrait la voie avec, plus loin, une bannière de la CLAC, de KABATAANG (un groupe de philippins) et d'autres. Les centaines de personnes se sont mises à marcher dans les rues de façon très calme. À un moment donné, ils sont arrivés devant le quartier général de la police (coin Ste-Catherine et St-Urbain) où des squeegees se sont mis à nettoyer les vitres des lieux. Une fille s'est mise à amuser le public devant l'emplacement symbolique en jonglant avec du feu. L'arrêt aura duré en tout quelques instants. Au moment où la foule se remet en marche –toujours calmement, une personne lance un objet dans une vitre du QG (la police fait état de 6 carreaux brisés...). Aucune réponse de la police; tout reste ensuite très calme.

Les gens prennent le chemin du vieux Montréal en chantant et en criant des slogans, avec la camionnette de COBP qui les suit. À trois coins de rue du lieu où est survenu l'incident, et alors qu'ils se trouvent toujours à l'arrière de la manif, les policiers lancent soudainement un avis, menaçant de procéder à des arrestations si les gens ne quittent pas les lieux de la manifestation. Presque personne n'a entendu cet avis qui provenait loin de l'arrière de la marche; tout au plus quelques personnes auraient eu connaissance du message des policiers (qui, si on se fie à des expériences passées, lancent ces avertissements de façon relativement inaudible).

Quelques minutes plus tard, les manifestants sont devant le palais de justice et des discours sont prononcés. L'événement est vraiment très calme, puis soudainement des centaines de policiers armés de matraques et de boucliers sortent des environs et procèdent à l'encerclement de la foule. Plus de 400 personnes sont là et la police procède lentement et progressivement à une fermeture du cercle afin d'enfermer tous les gens présents. Vers 18h45, il y a plus de 350 personnes enfermées qui attendent la suite. La police procède à des arrestations systématiques. Une par une les personnes sont emmenées, ligotées, photographiées à même la rue, puis embarquées dans un fourgon de police. La scène se déroulera pendant plus de 5 heures; c'est-à-dire qu'entre

19h00 et minuit des gens sont restés enfermés dans un cordon policier à l'intérieur duquel ils n'avaient pas la possibilité de bouger, ceci dehors à une température de -10 ou de -15 degrés.

A l'intérieur du cercle policier se trouvaient une femme en chaise roulante, deux femmes avec des enfants en bas âge et quelques touristes effarés qui faisaient connaissance avec la trépidante vie nocturne de Montréal.

Ayant fermé la zone au public, et tentant de limiter les incursions des journalistes, les policiers pouvaient effectuer un travail sans avoir l'embarras du regard public. La seule équipe de télévision présente était celle de TVA à qui les policiers offraient gracieusement de filmer les sacs des manifestants, la presque totalité desquels contenait des effets parfaitement légaux. À certains moments, ils pointaient du doigt une boule ou autre "arme" dangereuse (mais parfaitement légale) comme preuve des mauvaises "intentions" des manifestants. Le seul objet apparemment illégal découvert sur un manifestant était un contenant de poivre de cayenne.

Pendant que les journalistes filmaient ces scènes, les centaines de personnes souffraient du froid et, détenus, devaient patienter dans les fourgons de police et autobus que la ville avait mis à leur disposition. Certaines personnes ont déclaré avoir attendu pendant plus de 7 heures dans ces derniers, les mains toujours ligotées, sans avoir pu en sortir pour utiliser une toilette.

C'est ainsi qu'on en est arrivé à 371 arrestations et un événement passé presque complètement inaperçu dans l'ensemble des médias québécois.

Les arrêtés ont été envoyés dans trois centres de détention sur l'île de Montréal. Au centre de détention Sud, sur la rue Guy, les dernières personnes ont pu quitter les autobus de police vers 4 heures le matin. Quelques personnes n'ont jamais pu appeler qui que ce soit à l'extérieur et les gens étaient entassés à 40 dans des cellules de 10 ou 15 personnes. Une personne malade nécessitant des médicaments spéciaux n'a pu y avoir accès qu'après des pressions répétées à l'intérieur et à l'extérieur de la prison.

momposno@iquebec.com

Auteur: Roberto Nieto

URL: www.quebec2001.net

Description: CLAC

CMAQ : Les policiers sont les véritables casseurs: Plus de 1360 arrestations à caractère politique depuis 1999 au Québec, 20 mars 2002

Soumis par [pat](#) , Mercredi 20 Mars 2002 - 12:22

[Répression](#) / [Fil de presse](#)

Francis Dupuis-Déri

Enseignant de science politique à l'Université de Sherbrooke

Le 15 mars, la police de Montréal arrêtait 371 citoyens qui participaient à la manifestation organisée par le comité Citoyennes opposés-es à la brutalité policière (COBP). Les manifestants voulaient dénoncer le harcèlement et la brutalité dont sont victimes les jeunes de la rue, de sinistres histoires d'abus de pouvoir et commémorer la mémoire des trop nombreux Montréalais innocents tués par des policiers. Du côté de la police, le commandant André Durocher décida d'éviter toute allusion

publique au message politique des citoyens rassemblés, expliquant à un quotidien montréalais qu'il s'agissait principalement de "jeunes marginaux" qui "n'ont qu'un but, c'est de faire de la casse." On comprendra que les policiers n'avaient pas ces citoyens en très haute estime.

Mais qu'en est-il de cette fameuse "casse"? Une demi-douzaine de carreaux brisés et une camionnette de la police barbouillée de graffitis, le tout en début de manifestation. Plutôt inefficaces,

donc, ces citoyens ayant la "casse" pour unique but. Bien sûr, les policiers exhiberont par la suite quelques billes d'acier retrouvées dans les sacs de manifestants. Mais cet arsenal rudimentaire et les dégâts causés ne peuvent à eux seuls expliquer une arrestation d'une telle ampleur, **la plus importante à Montréal depuis 15 ans** ! Le lendemain, la police arrête 16 étudiants qui occupaient des locaux du cégep du Vieux-Montréal pour protester contre l'affichage publicitaire dans leur établissement d'enseignement. Toutes ces arrestations portent à plus de 1360 le nombre de citoyens arrêtés lors de manifestations politiques au Québec depuis 1999.

Détaillons ce total si élevé : 66 étudiants arrêtés devant l'UQAM alors qu'ils dénonçaient une entente entre leur université et Coca-Cola (Montréal, automne 1999); 7 membres du collectif féministe "les Sorcières" arrêtées après l'occupation d'une église (Montréal, 7 mars 1999); 112 arrestations lors d'une manifestation de COBP (Montréal, 15 mars 2000); 157 arrestations lors d'une marche à Westmount célébrant la fête des travailleurs (1er mai 2000); 46 arrestations lors de manifestations contre le G20 (Montréal, 24-25 octobre 2000); 463 arrestations lors des manifestations contre la libéralisation des échanges commerciaux et financiers panaméricains (Québec, avril 2001); 43 arrestations liées aux squats et aux manifestations de solidarité aux squatters (Montréal, été 2001); 82 arrestations lors d'une manifestation pro-palestinienne (Montréal, 29 septembre 2001)...

Cette liste n'est pas exhaustive faute d'espace, mais ce total partiel de plus de 1360 arrêtés représente plus d'une arrestation à caractère politique par jour depuis l'automne 1999. Il ne semble donc pas exagéré de parler d'une véritable opération d'intimidation politique, voire de répression. Certains objecteront que les manifestants qui transgressent la loi n'auraient qu'à accepter la conséquence de leurs actes. Soit, mais alors comment justifier que la police arrête 371 citoyens pour 6 carreaux brisés, à moins de croire que les citoyens s'y soient mis à soixante à la fois pour lancer chaque caillou... Et si la police prétend avoir arrêté tous ces citoyens à titre préventif, le droit de manifester et la présomption d'innocence seraient alors foulés du pied botté.

De toute façon, les policiers eux-mêmes ne cherchent pas à distinguer les manifestants respectueux des lois des contrevenants. Voilà quelques années que j'étudie la contestation politique et c'est ainsi que j'assiste régulièrement à des manifestations. En tant qu'observateur, je me tiens souvent en retrait et c'est précisément ce qui m'a permis de ne pas être arrêté le soir du 15 mars lorsque les policiers jusque là bien cachés ont rapidement manœuvré et encerclé presque tous les manifestants. Je peux donc témoigner que les quelques quatre cents citoyens rassemblés écoutaient calmement des discours. Devant ces

citoyens calmes et immobiles, les autorités policières auraient pu déployer lentement leurs unités pour encourager les manifestants à se disperser. Au contraire, les policiers ont décidé d'agir par surprise et sans discernement et d'arrêter un maximum de citoyens. Ils n'ont à aucun moment cherché à distinguer les "casseurs" des pacifistes. Il est scandaleux que des policiers arrêtent presque quatre cent citoyens parce qu'une poignée d'individus ont cassé quelques vitres une demi-heure plus tôt et dix coins de rue plus loin.

De plus, que des journalistes et des photographes de presse soient régulièrement au nombre des arrêtés (exemples : à Westmount, le 1er mai 2000, et à Québec en avril 2001) indique également que les policiers n'ont pas souci de distinguer le journaliste du manifestant, ni selon la même logique le manifestant "casseur" du "pacifiste". Les journalistes s'en tirent bien sûr grâce à leur carte de presse, mais les autres se retrouvent pris dans l'engrenage de la justice, chanceux si au passage ils n'ont pas été bousculés et brutalisés par les policiers si pressés d'arrêter en vrac leurs concitoyens.

Comment expliquer cette vague de répression policière? La clef de l'explication semble être politique. Ces citoyens que la police s'acharne à intimider sont généralement associés à l'extrême gauche et au mouvement d'opposition à la mondialisation du libéralisme économique. Certains individus au sein de cette mouvance posent des actes que le Conseil de l'union européenne vient explicitement d'identifier au "terrorisme" (no doc. 5712/1/02-Enfopol 18). C'est dire qu'ils n'ont pas la cote... Les policiers savent que les organisations politiques plus traditionnelles, comme les partis politiques et les syndicats, se désintéressent du sort de ces citoyens — pardon : "jeunes marginaux" — à qui on fait d'ailleurs porter le blâme dès qu'une manifestation tourne mal, même si la violence des manifestants est sans proportion avec celle des policiers (371 arrestations pour quelques carreaux brisés). Le sommet de l'absurde fut atteint lorsqu'à Gênes, à l'été 2001, les chefs d'État du G-8 accusèrent les manifestants de violence excessive le lendemain même où un policier avait tiré à bout portant et tué un citoyen. Les policiers ont compris qu'ils ont le champ libre pour casser les manifestations sans craindre d'être critiqués, si ce n'est par quelques médias "marginaux".

1360 citoyens arrêtés en moins de trois ans pour leurs activités politiques. N'y aurait-il pas là matière à scandale? Sur la scène du théâtre de l'absurde, les policiers arrêtent 371 citoyens protestant contre la brutalité policière et les spectateurs applaudissent. Par cette lettre ouverte, j'entends signifier ma révolte. Je m'en veux d'avoir si longtemps tardé à l'écrire...

Auteur: Francis Dupuis-Déri

The Gazette, march 22, 2002- 371 arrests excessive, protesters complain

IRWIN BLOCK

Montreal Gazette

Friday, March 22, 2002

Montreal police overreacted in arresting 371 young people at a demonstration last Friday night, a dozen of those arrested said yesterday.

"Police don't like us because we are critical, we oppose acts of brutality and injustice, and they want to intimidate us," Alexandre Popovic, a vocal activist against alleged police

brutality, told a press conference at the Université du Québec à Montréal.

Montreal police denied that they overreacted. They said organizers of the demonstration refused to co-operate, and activists were arrested for illegal acts such as breaking windows, defacing public and private property with graffiti and toting weapons such as rocks and pepper spray.

Popovic, who said this was his 13th arrest "for political activities," admitted acts of mischief had occurred, but said they were overshadowed by the police response.

Matthieu Frappier, a Université de Montréal student, conceded that "for sure there was a certain element of violence" but isolated acts of mischief did not justify blanket arrests.

Frappier said he never heard a warning to disperse and evaded arrest because he left to go to the bathroom.

Nathalie Sereda-Bazinet, a CÉGEP de Maisonneuve student charged - like most others - with unlawful assembly, felt her rights were abused.

"I was mistreated because I was forced to spend 5 1/2 hours outside in a parking lot, squeezed with 40 people in a cell designed for four, fed only 12 hours after my arrest, and not given a blanket. For me this is brutality."

Marie-Ève Chênevert alleged she was struck four times by baton-wielding police in a parking lot where most demonstrators were encircled. She showed a reporter a fresh scar on her scalp and said she received no first aid for her injuries.

[free to complain](#)

Police Commander André Durocher said demonstrators who feel police acted improperly can lodge complaints with the Police Ethics Commission. He insisted the arrests were justified and in marked contrast to dozens of other demonstrations where nobody is ever arrested.

"We tried to get co-operation from them - simply to get their itinerary - and we got no co-operation."

Because of the failure to co-operate, extra police had to be on duty.

"They spray-painted a garage at the corner of de Maisonneuve and St. Laurent Blvds., then broke six windows at police headquarters, and spray-painted graffiti on two police vehicles and on a wall at Place des Arts.

"Many people had school bags on their backs, and we found slingshots, rocks, pieces of pavement, spray cans, gas masks, pepper spray" and these are evidence of "no peaceful intent," Durocher said.

Demonstrators were told the protest had to end and those who refused to disperse could be arrested. Many said they never heard the warning, but Durocher said protesters "turned up the music" in a sound truck to drown out police. "These people want to be arrested," he said. "They want to cause damage. Are we going to wait for more windows to be broken? Then the press will say, 'Why didn't you arrest him before?'"

Most of those arrested, including 99 juveniles, face charges of unlawful assembly, defined as an assembly which raises reasonable fear that those involved "will disturb the peace tumultuously" or provoke others to do so.

"That's what they did," Durocher concluded.

Global Quebec STORY: Anti-police brutality protesters still in court, march, 26, 2002

March 26, 2002

Court appearances continued Monday following the biggest police round-up in Montreal in decades.

Three-hundred and seventy-one people were arrested and released following an anti-police brutality demo on Friday. That's more arrests than during the Rocket Richard riot in 1955, or the Stanley Cup riot of 1993.

All those arrested have to make it through the courts, and this will be going on all month at Montreal municipal court.

Last Friday an anti-police brutality protest became brutal. Demonstrators showed up with gas masks, sling shots, pool balls, rocks and they used them.

Six windows were broken and a police car was spray-painted.

"We gave them ample time to disperse and to leave but obviously these people think it's a challenge and a picnic to be arrested," says police Commander Andre Durocher.

"Protests are an essential part of law," says constitutional lawyer Julius Grey.

This constitutional lawyer says it makes no sense that the police would arrest so many people during a protest. During the more

violent Rocket Richard riot in 1955 only 41 people were arrested.

The only time in recent history more people were arrested was 1970. That's when 450 people were arrested during the October crisis.

So why so many arrests Friday?

"I feel it's part of a tendency to repress protests," says Grey.

Grey adds protests are important, and that people are more likely to demonstrate on the streets than write a letter.

According to Andre Durocher peaceful protests are fine, but Friday's crackdown is just a way to discourage illegal acts.

"These people make it a point to go there with projectiles how many people do you know that protest that way with peaceful intent

Police know full well they'll be more protests during the year. They warn anyone caught breaking the law will likely end up here in court.

For many that likely means they'll end up with a criminal record.